

«TRAVAILLEURS DE TOUS LES PAYS, UNISSEZ-VOUS» (Karl Marx)

Lutte Ouvrière

Île de La Réunion

Bi-mensuel de Lutte ouvrière N° 15

UNION

COMMUNISTE

(trotskyste)

Supplément du journal Lutte ouvrière N° 2547 - Prix : 1 €

Gouvernement
Macron :
recyclage de
politiciens
Page 3

Éducation : un
ministre rodé...
aux suppressions
de postes
Pages 4

Les macroniennes:
championnat
réunionnais de
gymnastique
électorale
Page 6

Planteurs
et usiniers
s'affrontent
Page 9

Grèce : grève
contre les
nouvelles attaques
Page 10

Avec les candidats de
Lutte ouvrière aux législatives



ÉDITORIAL

Voter Lutte ouvrière pour affirmer nos intérêts de classe

Pendant que les médias nous amusent avec les rendez-vous diplomatiques de Macron, le gouvernement prépare son offensive contre les travailleurs. Tout est programmé. Cet été il commencera par le code du travail puis il s'attaquera à l'assurance-chômage, ensuite il s'en prendra aux retraites. Comme l'écrit le journal patronal *Les Échos*, « *le compte à rebours a démarré* ».

Le président puis le Premier ministre ont reçu les représentants patronaux et syndicaux. La comédie du prétendu dialogue social recommence.

Au patronat, Macron a déjà promis du solide. Les accords d'entreprise supplanteront les accords de branche et le code du travail. Les indemnités qu'un patron aura à payer en cas de condamnation aux Prud'hommes seront plafonnées. Le compte pénibilité qui fait hurler les dirigeants des PME sera suspendu.

Aux représentants syndicaux, le gouvernement promet... de discuter et cela suffit à les amadouer. « *Le président de la République est à la fois déterminé mais à l'écoute* », a dit Berger de la CFDT. « *Si on a une concertation, on est prêt à travailler tout l'été* », a déclaré Mailly de FO. Même Martinez de la CGT a dit : « *On n'est pas d'accord mais au moins, on a échangé* ».

Tous veulent négocier, mais négocier quoi ? Patronat et gouvernement ne cachent pas leur plan. Soit ils l'imposeront avec les signatures des dirigeants syndicaux, soit ils se passeront de celles-ci. Ce n'est pas autour d'une table de négociations faites pour lanterner les travailleurs qu'on peut faire reculer le patronat. C'est par des luttes, par un combat conscient, un combat impliquant le monde du travail dans son ensemble.

Si le grand patronat, par

la bouche de son porte-parole Gattaz, a mis la priorité sur les accords d'entreprise, ce n'est pas pour rien.

À l'échelle de leur entreprise, les capitalistes veulent pouvoir moduler le temps de travail et écraser les salaires comme bon leur semble. La loi, ils veulent la faire eux-mêmes. Dans les faits, c'est déjà souvent le cas. Ils ne se gênent pas pour piéterner le code du travail. Mais ils réclament d'avoir les coudées encore plus franches et que le gouvernement l'officialise.

Leur objectif ne s'arrête pas là. La guerre économique que les capitalistes se mènent, ils la font avec la peau des salariés. Ils prétendent, au nom de l'intérêt de l'entreprise, que les travailleurs doivent accepter tous les sacrifices et que c'est le seul moyen d'éviter les suppressions d'emplois. Et puis, une fois les sacrifices imposés, ils suppriment quand même des emplois. Voilà comment s'édifient les fortunes des actionnaires qui battent des records chaque année.

Leur objectif est d'enfermer les travailleurs dans cette logique, entre les quatre murs de l'entreprise, en espérant masquer le combat d'ensemble.

En réalité, nous, travailleurs, sommes tous liés par un sort commun, des chantiers navals à l'agroalimentaire, à l'automobile ou à la poste, des banques aux hôpitaux, aux transports, en passant par la chimie et les autres branches de l'économie. Le recul des conditions de travail des uns entraîne celui des autres. Les suppressions d'emplois dans une branche, en augmentant le chômage, pèsent sur l'ensemble du monde du travail. Qui n'a pas entendu un patron ou un chef dire : « si tu n'es pas content, il y a la queue pour prendre ta place » ?

L'exploitation n'est pas une

Faire entendre
le camp des travailleurs

Nathalie Arthaud

**Voter
Lutte ouvrière,
c'est affirmer :**

**nos emplois,
nos salaires,
nos retraites
avant les dividendes
des actionnaires !**

lutte-ouvriere.org



guerre menée à la seule échelle de l'entreprise. C'est une guerre de classe, entre la classe capitaliste et la classe ouvrière. Pour repousser les attaques patronales et modifier le rapport de force en faveur des travailleurs, il faut faire reculer l'ensemble de la classe capitaliste. Seules des luttes générales pour défendre nos intérêts communs, surmontant les barrières divisant les exploités, peuvent le faire.

Le monde du travail n'est pas autant préparé à la confrontation que ne l'est le camp d'en face. Mais cela peut changer vite. Il existe des travailleurs conscients de la voie à prendre.

Les élections législatives qui arrivent ne peuvent rien changer au rapport de force entre exploités et exploitateurs, mais elles permettent de montrer qu'à l'échelle de tout le pays, dans de nombreuses entreprises et de nombreux quartiers populaires, il y a un courant qui se retrouve dans ces idées de lutte de classe.

Ce courant s'est exprimé à l'élection présidentielle au travers du vote pour Nathalie Arthaud. Il doit s'exprimer à nouveau dans le vote pour les candidats de Lutte ouvrière.

Gouvernement Macron : recyclage de politiciens

Les nouveaux ministres sont tout sauf des nouveaux venus, ils fréquentent les arcanes du pouvoir aussi bien sous la gauche que sous la droite depuis des années.

Le premier d'entre eux, Édouard Philippe, a été porte-parole de Juppé pendant la primaire, maire du Havre et président de la Communauté havraise, mais aussi député. A l'Assemblée, il a refusé de voter la loi sur la transparence de la vie publique et s'est distingué en étant parmi les 23 députés épingleés pour manquement à la déclaration de revenus !

Quant aux personnalités dites de gauche, elles ont toutes donné par le passé des gages de bonne conduite. Le Drian s'est illustré en vendant des Rafale à foison et en patronnant toutes les interventions militaires sous Hollande. Richard Ferrand, ministre de la Cohésion des territoires, a été le rapporteur de la loi Macron qui a favorisé le développement du travail du dimanche et la déréglementation en droit du travail. Le maire de Lyon, Gérard Collomb, nouveau

ministre de l'Intérieur, s'était illustré par ses positions réactionnaires,



se refusant par exemple, à l'instar de Darmanin, à marier des homosexuels.

Tous ces ministres ont donc tout ce qu'il faut d'expérience pour servir le patronat et les financiers. Et les travailleurs ne peuvent en attendre que des coups !

« Société civile » : des ministres liés au patronat

Le nouveau président est fier des ministres qu'il qualifie de la « société civile » parce qu'ils ne sont pas des transfuges du Parti socialiste ni des Républicains. Mais, en fait de « société civile », il serait plus juste de dire qu'une partie d'entre eux sont en fait étroitement liés au grand patronat.

Ainsi la ministre du Travail, Muriel Pénicaud, ancienne directrice des ressources humaines du groupe Danone de 2008 à 2013, y a appliqué un plan de 900 suppressions d'emplois et remis en question de nombreux droits sociaux. Elle était auparavant directrice générale adjointe de Dassault systèmes, chargée des ressources humaines. Elle a aussi pointé au conseil d'administration de grands groupes,

comme Orange et Aéroports de Paris.

Le chef de cabinet qu'elle s'est choisi, Antoine Foucher, est un ancien directeur des relations sociales à Schneider Electric, également bras droit de Pierre Gattaz, le patron des patrons, sur les dossiers de la pénibilité ou de l'assurance-chômage.

La nouvelle ministre de la Santé Agnès Buzyn a toujours été très proche des grands groupes pharmaceutiques, comme Novartis, pour lesquels elle a travaillé en tant qu'expert. Elle avait combattu l'obligation faite aux experts, après le scandale du Médiator, de déclarer tout lien d'intérêts avec les laboratoires. Son chef de cabinet, Gilles de Margerie, est du même registre. C'est un assureur, directeur

Fil Rouge

Des candidats communistes

Le capitalisme concentre les richesses entre quelques mains : aujourd'hui, huit milliardaires possèdent à eux seuls autant de richesses que la moitié de l'humanité.

La mainmise de la grande bourgeoisie sur les entreprises et l'économie lui permet d'accumuler des fortunes extravagantes qui se construisent sur l'exploitation du travail humain et nourrissent la spéculation.

Seule l'expropriation du grand capital permettra aux travailleurs de contrôler l'économie et de la faire fonctionner dans l'intérêt du plus grand nombre. C'est le communisme que défendent les candidats de Lutte ouvrière.

Le capitalisme détruit l'environnement

Pollutions de l'air, de l'eau, destruction des écosystèmes : les grandes entreprises capitalistes sont responsables de l'essentiel des dégâts environnementaux. La course au profit et la concurrence entre ces intérêts privés mettent l'avenir de l'humanité et la planète en danger.

Le réchauffement climatique montre que les problèmes qui se posent en matière d'environnement sont planétaires.

Il faut remplacer cette société capitaliste folle et irresponsable par une société fondée sur l'intérêt collectif et le respect de l'environnement, une société communiste.

Publicité : Hulot lave plus vert

Le grand coup de communication dans la formation du gouvernement a été la nomination de Nicolas Hulot à la tête d'un ministère de la Transition écologique avec, cerise bio sur le gâteau de tofu, le rang de ministre d'État.

Hulot, écologiste officiel de trois présidents de la République, caution verte de tous les capitalistes qui veulent bien lui signer un chèque, perpétuel conseiller de conférences sans conséquences, a donc déçu tous ses amis pour n'en satisfaire qu'un

seul, Macron. Ayant échoué à être le candidat des Verts à la présidentielle de 2012, ayant renoncé à se lancer lui-même dans celle de 2017, l'ambitieux sans en avoir l'air a fini par accepter le lot de consolation.

Mélenchon, qui n'avait pas réussi à l'attirer de son côté, pronostique que le nouveau ministre ne tiendra pas six mois à son poste, l'écologie étant incompatible avec les positions prises par Macron et son Premier ministre Philippe. L'écologie, peut-être, mais

pas Hulot, qui a réussi à prôner la frugalité aux côtés de L'Oréal, champion des cosmétiques, les économies d'énergie avec Bouygues, roi des bétonneurs, l'avenir maîtrisé avec EDF, saint patron des centrales nucléaires. On verra donc encore Hulot murmurer à l'oreille d'un pape et consoler un ours blanc, ou le contraire, si besoin est. Et cela sera encore à la une de tous les journaux télévisés, sans que jamais cela change quoi que ce soit à quelque problème que ce soit.

Éducation : un ministre rodé...aux suppressions de postes

Le nouveau ministre de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer, n'a rien d'un petit nouveau. Avant de se retrouver directeur de l'Essec, une grande école de commerce privée, il a été plusieurs fois recteur, en Guyane en 2004 et dans l'académie de Créteil en 2007. Puis il est devenu le directeur général de l'enseignement secondaire, c'est-à-dire l'adjoint de Chatel, ministre de Sarkozy de 2009 à 2012. Il a donc participé à la suppression de 80 000 postes entre 2007 et 2012, en particulier dans l'école primaire.

Côté programme, il plaide pour l'autonomie des établissements, avec des chefs d'établissement managers, qui recruteront des enseignants sur profil et les évalueraient, tout en se défendant de chercher à leur imposer une caporalisation. Cette autonomie serait aussi la meilleure façon de laisser les établissements se débrouiller avec leur budget et leurs problèmes. Ce serait un degré de plus dans la volonté de traiter l'école comme une entreprise,



avec en fin de compte la détérioration du système scolaire dans les villes ou les secteurs les plus défavorisés.

Cela n'empêche pas de faire des discours sur les possibilités de réussite pour les enfants des milieux populaires, sur la priorité à l'école maternelle

et la division par deux des effectifs des classes dans les zones prioritaires, comme le fait Macron, qui annonce en même temps la suppression de 120 000 postes de fonctionnaires.

École : fausse priorité

Macron déclare que l'éducation est sa priorité. Il promet, dès la rentrée prochaine, de dédoubler les classes de CP et CE1 dans les zones d'éducation prioritaire.

Cela concerne peu d'élèves, ces zones ayant été largement amputées par une réforme en 2014.

À La Réunion, 286 écoles seraient concernées, la création de 160 classes supplémentaires serait nécessaire. « *S'il faut dédoubler les classes, il faudra quand même voir s'il y a de la place* », note-t-on au rectorat.

Et il n'est même pas question de recruter le nombre d'ensei-

gnants nécessaire, mais de « redéployer » ceux qui avaient été affectés en plus dans les écoles.

Faire passer le redéploiement de moyens existants, assorti de quelques miettes, pour une « priorité » : voilà une astuce de vieux politicien que le jeune Macron manie parfaitement.

Quel avenir pour la jeunesse ?

Alors que le capitalisme s'étoufe dans la graisse des profits financiers qu'offre-t-il à la jeunesse ?

Les petits boulots, les contrats précaires (CUI), les contrats « d'ave-

nir »... les créations d'entreprises.

Dans cette campagne électorale la plupart des candidats proposent des emplois de rien du tout, sans avenir, sans garantie, des emplois de bords de rou-

te, surtout exemplaires du mépris dans lequel est tenue la jeunesse ouvrière.

Qui, en tant que parent, enseignant, jeune peut se satisfaire d'un tel gâchis ? La jeunesse est un tremplin pour construire l'avenir si elle s'empare d'ambitions pour la collectivité humaine.

Les mesquines et étroites destinées individuelles, élevées au rang de la réussite ultime, sont un piège mortel, pas seulement pour les jeunes qui s'y laisseraient prendre, mais pour toute la société.

Bien au contraire de cette impasse la jeunesse ouvrière, collégienne, lycéenne et étudiante peut élargir son horizon et ne lui donner pour limite que le combat pour la satisfaction des besoins vitaux de toute l'humanité.

Ainsi, utiliser son intelligence et ses capacités à construire les outils pour mettre en place une société juste et pleinement humaine c'est autrement plus enthousiasmant que de monter sa start up !



Mélenchon : être fort, mais dans quel but ?

Le 21 mai, Jean-Luc Mélenchon était l'invité de l'émission Dimanche en politique, sur France 3. Interrogé sur ses intentions de mobiliser les travailleurs en cas de nouvelles attaques contre le Code du travail, il a répondu qu'il espérait que ce ne serait pas nécessaire.

En effet, selon Mélenchon, il suffirait de bien voter aux élections législatives – entendez : pour les candidats de la France insoumise – afin qu'une majorité parlementaire fasse échec aux plans du gouvernement. « Si nous sommes assez forts, nous sommes capables d'entraîner ce qu'il reste du PS et faire une majorité à l'Assemblée », a-t-il aussi déclaré.

En quoi cette majorité pourrait-elle changer quoi que ce soit à l'ap-

plication des lois, alors que Macron a déjà annoncé que le gouvernement imposeraient ses mesures antiouvrières par ordonnances ? En outre, sans remonter loin dans le passé, la mandature de Hollande a largement montré que, même lorsque le Parlement avait une majorité dite de gauche, cela n'avait pas été un frein aux attaques du patronat contre les travailleurs.

Mais le problème de Mélenchon n'est pas tant le vote de bonnes ou de mauvaises lois que son avenir personnel. S'appuyant sur son bon résultat à l'élection présidentielle face à celui du PS, il se voit déjà en leader incontesté d'une nouvelle gauche, capable de faire le balancier avec la droite dans le jeu traditionnel de l'alternance politique, même si les acteurs ont changé.

Dans cette comptabilité mesquine du nombre de députés élus, les préoccupations de l'ensemble des travailleurs, emploi, salaire, logement, santé, éducation, sont bien oubliées.



Disputes au FN : plusieurs flacons, un même poison

Les dissensions au FN dont la presse s'est fait l'écho concernent la façon dont Marine Le Pen a mené sa campagne. Elle a elle-même déclaré que son débat face à Macron avait été raté et qu'il aurait fallu donner une moindre place à l'euro, alors que de son côté, Florian Philippot, vice-président du FN, a fait savoir qu'il partirait si son parti renonçait à la sortie de l'euro.

Les dissensions à l'intérieur du FN ne signifient pas un recul des idées racistes et xénophobes sur lesquelles il s'est appuyé et que ses résultats électoraux ont encore renforcées. Si Jean-Marie Le Pen est le canal histo-

rique de l'extrême-droite, Marine Le Pen, même en voulant rassembler encore plus pour accéder au pouvoir, ne renonce pas à ses propos anti-immigrés, pas plus d'ailleurs que Philippot.

Mais le FN n'a pas le monopole des idées racistes et xénophobes. Il existe au FN ou à côté des militants d'extrême droite qui, si les conditions leur deviennent favorables, sont prêts à utiliser des méthodes musclées, en premier lieu contre des travailleurs immigrés. Mais même la gauche ne sait défendre que les valeurs de « la France », ce qui revient à accepter la domination des patrons « français » sur les travailleurs

et à se placer sur le même terrain que la droite et l'extrême droite. Ce qui a permis à Philippot de souligner la proximité que Mélenchon peut avoir avec lui quand il s'oppose à l'entrée en France des travailleurs détachés.

Le Front national et Marine Le Pen prétendent à leurs heures être les défenseurs des couches populaires, mais ils représentent un danger pour tous les travailleurs, français ou non. Ceux-ci ne pourront s'en défendre qu'autour d'une véritable solidarité de classe et des idées qui en sont inséparables, les idées communistes et internationalistes.

Les macroniennes : championnat réunionnais de gymnastique électorale

La Réunion est bien servie en cirque électoral : sept circonscriptions donnent autant d'occasions de retournements de veste et autres acrobaties dans lesquelles les électeurs de droite, de gauche et du milieu vont avoir du mal à se reconnaître.

1^{ère} : Ericka Bareigts, ex députée et ex ministre PS de l'outremer, et Karine Nabénéza directrice de cabinet de Thierry Robert, soutiennent toutes deux le programme d'Emmanuel Macron, comme 3 autres candidats .

2^{ème} : En Marche ! n'avait pas mis de candidat face à Huguette Bello députée sortante escomptant la rallier mais celle-ci n'apportant pas un soutien franc et massif, En Marche ! s'est ravisé et a investi Stéphane Randrianarivelo : « *Il y a donc désormais les candidats investis et les candidats soutenus par En Marche ! unis...* » dit-il. Vous avez dit clarté ?

3^{ème} : Carine Garcia, référente En Marche ! violemment contestée par Merchandieu Hoarau, Modem, qui défend lui aussi Macron. Quant à Jean-Jacques Vlody, député sortant PS a décliné, di-il, l'investiture de son parti. Il se présente sans étiquette. C'est encore plus facile de retourner sa veste quand on n'en porte pas.

4^{ème} : Anaïs Patel, chef d'entreprise, assistante parlementaire du député socialiste sortant, est investie par En



Marche! pour « *dépasser les clivages droite/gauche et défendre les revendications des patrons de PME/TPE* ».

5^{ème} : Léopoldine Settama-Vidon, avocate, investie par En Marche ! est la suppléante du député socialiste sortant et a été élue au conseil régional sur la liste de Thierry Robert, Modem.

6^{ème} : Monique Orphé, députée PS sortante, change de veste et se fait investir par En Marche !. Du coup Karine Nabénéza qui espérait l'investiture d'En Marche ! a changé de circonscription et va dans la 1^{ère}.

7^{ème} : Thierry Robert, député sortant recalé dans un premier temps pour cause de condamnation pénale, le voilà investi le 26 mai, curieusement après

que l'investiteur en chef Ferrand ait eu les honneurs du Canard enchaîné.

À ce mélimélo se rajoutent les candidats de droite qui disent soutenir aussi la majorité présidentielle.

La recette du zembocal indigeste d'En Marche! est simple : les militants « *qui n'ont pas de candidats investis par la République En Marche dans leur circonscription sont invités à apporter leurs voix aux candidats dont les programmes se rapprochent le plus du projet présidentiel* » . La macronie en marche, moderne, nouvelle et pure, s'est mise en marche arrière toute vers des pratiques habituelles entre serviteurs zélés du grand patronat et des banquiers.

Industrie pharmaceutique : rien à voir avec la santé

La production constante de nouveaux antibiotiques est une nécessité absolue pour faire face à la résistance des bactéries aux traitements existants. Pour la prochaine décennie, il faudrait même 15 nouveaux antibiotiques. Or du côté de l'industrie pharmaceutique, alertée depuis longtemps, il ne se passe rien ou presque.

Les industriels de la pharmacie sont en fait réticents à investir dans ces médicaments qui ne seront pas utilisés massivement, car de dernier recours, et qui du coup ne promettent pas de plantureux bénéfices.

Pour inciter les industriels à

faire quelque chose, les gouvernements allemand et britannique ont proposé une prime d'un milliard de dollars pour chaque nouvel antibiotique mis sur le marché. Mais les industriels ont répondu qu'à moins de deux milliards, ils ne feront rien !

Les premières firmes de l'industrie pharmaceutique ont obtenu un bénéfice net cumulé de plus de 91 milliards de dollars en 2015. Mais ils en veulent plus !

Au Moyen-âge, c'était « la bourse ou la vie ». Aujourd'hui, c'est « le capitalisme ou la santé ». Et c'est de l'ensemble de l'humanité qu'il est question.



Scandale du Médiator : portes fermées pour les victimes, fauteuil ministériel pour les «experts» !



Vendredi 26 mai, des victimes du Médiator qui voulaient déposer leurs doléances à la pré-

fecture ont trouvé portes closes.

Cela fait des années que les personnes à qui ce produit a été prescrit ont toutes les peines du monde à se faire entendre, reconnaître comme victimes des laboratoires pharmaceutiques et à fortiori à se faire indemniser.

Et voilà que la nouvelle ministre de la Santé nommée par Macron/Philippe, Agnès Buzyn, est une professeur d'hématologie qui a toujours été très proche des grands groupes pharmaceutiques, comme Novartis, pour lesquels elle a travaillé en tant qu'expert. Elle avait combattu l'obligation faite aux experts, après le scan-

dale du Médiator, de déclarer tout lien d'intérêts avec les laboratoires, s'attirant de vifs reproches du docteur Irène Frachon qui s'était battue pour dénoncer au grand jour les méfaits du médicament. Son chef de cabinet, Gilles de Margerie, est du même registre. C'est un assureur, directeur général adjoint du groupe Humanis.

Ce gouvernement se met en ordre de combat contre toutes les victimes des groupes industriels pour préserver les profits des pollueurs et des empoisonneurs.

Spéculation : la course vers l'abîme

À la fin 2015, la finance parallèle, ou finance de l'ombre, pesait 92 000 milliards de dollars. C'est l'équivalent d'une fois et demi le PIB généré annuellement par l'activité économique de toute l'humanité !

Ce que les spécialistes appellent « finance parallèle » est l'activité financière réalisée par d'autres structures que des banques, par des fonds d'investissement par exemple.

L'activité spéculatrice des banques ayant été le facteur déclenchant de la crise il y a dix ans, les États ont édicté des règlements pour, si ce

n'est la limiter, du moins l'encadrer. Le résultat a été tout au plus de la déplacer. Dans une période où la croissance économique est poussive et la production industrielle en berne, l'avidité de la bourgeoisie pour les profits immédiats donne un coup de fouet à la spéculation par le biais des banques comme par d'autres canaux, tels ceux de cette finance de l'ombre.

L'année 2015 était la septième année de suite de croissance de la finance parallèle, à un rythme de 5 à 10% par an, alors que stagne l'économie productive. Qu'il soit bancaire

ou parallèle, l'afflux de moyens financiers dans le secteur inutile de la spéculation ne peut mener qu'à de nouveaux déséquilibres et de nouvelles catastrophes financières.

Au quotidien, ces milliers de milliards qui circulent au bénéfice d'une poignée d'ultrariches sont indécents au regard des besoins des populations qui vivent dans la misère, ou des infrastructures qui se dégradent faute d'investissements, même dans les pays développés.

Le chômage augmente, les profits flambent

Au cours des 5 dernières années, le chômage a continué à augmenter à La Réunion. En avril 2012, 153.130 personnes étaient inscrites à Pôle emploi, elles étaient 181.170 en avril 2017.

Dans l'année passée les milliardaires en France voient leur

fortune augmenter de 21 %.

Pourtant les serviteurs zélés du grand patronat continuent d'affirmer qu'il n'y a pas d'argent pour l'emploi et les salaires.

Mensonge. De l'argent il y en a dans les caisses du patronat.

La preuve en sera apportée par l'ouverture des livres de comptes des grands groupes industriels et financiers que seule la lutte collective du monde du travail pourra imposer.

Interdiction des licenciements

Le chômage est une catastrophe sociale et une absurdité.

Pendant que six millions de travailleurs y sont contraints, combien d'autres subissent des cadences démentes ou des horaires à rallonge ? Et des entreprises faisant des bénéfices continuent de supprimer des emplois,

de Whirlpool au groupe Eram qui se débarrasse de Tati en passant par le géant de l'habillement Vivarte ou SFR.

Pour les empêcher de nuire, la seule solution est d'interdire les licenciements et de répartir le travail entre tous les travailleurs, sans baisse des salaires. Les profits accumulés

année après année par les gros actionnaires permettent largement de financer les emplois et les salaires.

Contrôle des travailleurs sur les entreprises

Quand les dirigeants d'une entreprise ferment une usine, suppriment des emplois ou refusent d'augmenter les salaires, ils invoquent toujours des difficultés. C'est le cas de SFR qui supprime des dizaines d'emplois La Réunion et à Mayotte, après avoir engrangé ses actionnaires. C'est le cas de Tereos qui se gave d'argent public et refuse de rémunérer correct-

ment les petits planteurs, les ouvriers d'usine et les coupeurs de canne. Il faut mettre en commun toutes les informations qu'on voit passer dans chaque service administratif ou bancaire, rendre publiques les comptes des entreprises et ceux des familles bourgeoises qui les possèdent. Les travailleurs montreraient ainsi qu'il y a de quoi garantir tous les em-

plois tout en augmentant les salaires. Il n'y a aucune raison de laisser les capitalistes s'abriter derrière le secret des affaires pour attaquer nos conditions d'existence. Pour cela, il faut pouvoir rendre publiques des informations qui concernent toute la population.

Augmentation des salaires et des pensions !

Pour bon nombre de travailleurs, il n'est plus possible de vivre avec leur salaire ou leur retraite.

Ceux qui sont exclus du travail, chômeurs, malades ou handicapés, reçoivent des pensions dérisoires.

À La Réunion 343 000 personnes vivent avec moins de 1000 euros par mois.

Nous devons exiger de pouvoir vivre sans devoir compter le moindre euro.

Il faut d'abord un rattrapage général de 300 euros par mois pour tous et fixer un minimum de 1 800 euros

net pour les salaires, les pensions et les minima sociaux.

Et pour préserver leur pouvoir d'achat, ceux-ci doivent suivre l'augmentation des prix.

60 milliards d'économies en cinq ans, suppression de 120 000 postes, révision à la baisse des contrats de travail : Macron projette une nouvelle saignée, avec à la clé des services publics encore plus dégradés et plus de chômage. Il veut enlever des moyens

alors qu'il en manque partout !

Classes surchargées, urgences hospitalières débordées, attente insupportable à la Poste, sans compter la pénurie de logements et de transports publics l'aggravation des conditions d'existence des classes populaires est garantie par la politi-

que de ce gouvernement de combat.

Il faut mettre un coup d'arrêt à cette politique. L'argent public ne doit pas servir à enrichir toujours plus les actionnaires privés. Il faut investir et embaucher massivement dans tous les services essentiels à la population.

Grève à Hydrô Réunion

Démarré le jeudi 18 mai la grève des employés de Hydrô Réunion, organisme de recherche et développement pour les activités de la pêche et de l'aquaculture répartis sur trois sites (Saint Denis, Etang-Salé, Le Port) a pris fin le 25 mai après négociations entre les grévistes et les membres du conseil d'administration.

Les salariés sont cependant toujours

inquiets de la situation économique et sociale «catastrophique» de l'entreprise financée par la Région Réunion.

Selon la déléguée du personnel, la gestion de la direction serait en cause. Il y a « un manque de transparence de la part de la gouvernance ». Certes, il y a des retards dans le versement des subventions européennes Feder et Feamp, mais cela n'expliquerait

pas l'accumulation des retards des cotisations sociales et l'absence de trésorerie de la structure.

Dans cette entreprise comme dans toutes il est nécessaire que les salariés puissent exercer un contrôle sur les comptes afin de connaître où passe l'argent, en l'occurrence ici les fonds publics.

Planteurs et usiniers s'affrontent



À quelques semaines du démarrage de la campagne sucrière, les planteurs de cannes se mobilisent pour obtenir une augmentation du prix de référence de la tonne de canne qui leur est payée par l'usinier, en l'occurrence le groupe Tereos.

Les planteurs réclament 45 euros la

tonne contre 30,09 euros actuellement, prix qui n'a pas bougé depuis des années.

Devant la fin de non-recevoir, les planteurs regroupés autour des syndicats FDSEA et Jeunes Agriculteurs, ont bloqué le 29 mai simultanément le siège de Tereos à Quartier Français, les deux usines sucrières ainsi que les centrales

thermiques du Gol et de Bois Rouge.

La revendication des planteurs est d'autant plus justifiée que les industriels sucriers vont toucher une enveloppe de 28 millions d'euros (38 millions avec les Antilles) de la part de l'État.

Cette subvention réclamée et obtenue sous la mandature de Hollande, avec le soutien appuyé des parlementaires des DOM, sera versée à La Réunion uniquement à Tereos qui ne veut pas la partager au prétexte qu'elle aurait été accordée pour compenser le coût de production du sucre blanc, trop onéreux selon eux. Quand on sait que le sucre produit en métropole soi-disant à moindre coût l'est par ce même usinier, cela revient à dire que Tereos se concurrence lui-même, touche de l'argent public pour combler la différence et vouloir lâcher le moindre centime à ceux qui travaillent : planteurs, coupeurs de cannes, ouvriers agricoles et d'usine.

Les planteurs qui manifestent ont raison de réclamer leur dû et l'ouverture des comptes de l'entreprise pour savoir à quoi a servi l'argent public.

Les mensonges et contre-vérité de Tereos

À la revendication des agriculteurs, Tereos ose rétorquer que les planteurs ont quand même profité d'une augmentation du prix de la tonne de canne entre 2005 et 2010 par le biais des subventions publiques.

C'est avec le plus grand cynisme

que Tereos, groupe riche à millions, admet ainsi faire subventionner son activité par l'argent des contribuables.

Par ailleurs, il suggère aux planteurs de jouer sur « l'écart technique », la qualité de la canne, etc. qui

influent sur la richesse en sucre, pour augmenter leur rémunération.

Face à ces gros zozos qui ont le toupet de donner des leçons, il est temps qu'agriculteurs et ouvriers inversent la vapeur.

Guadeloupe : les ouvriers de la banane en grève

Les ouvriers agricoles de la banane se sont mis en grève dans une douzaine de plantations de banane autour de la commune de Capesterre-Belle-Eau. Une telle mobilisation ne s'était jamais vue depuis plus de trente ans.

Jusque-là, seuls les ouvriers de la plantation Bois-Debout se mettaient en grève. Ils avaient fini par obtenir des rappels compris entre 10 000 et 20 000 euros par travailleur après une longue procédure aux prud'hom-

mes et plusieurs grèves. Ils ont incité leurs camarades des autres plantations à se mettre en grève pour les mêmes raisons qu'eux, un appel cette fois immédiatement entendu le 18 mai.

Samedi soir 20 mai, un meeting a rassemblé 200 travailleurs devant la mairie de Capesterre-Belle-Eau. Plusieurs ont pris la parole pour raconter leurs conditions de travail infernales, en particulier des travailleurs haïtiens, immigrés qui forment maintenant la

majorité des 800 ouvriers de la banane.

Un comité de grève a ensuite été élu pour diriger la grève, qui jusqu-là était conduite par la section CGTG, comprenant quatre travailleurs élus par plantation. De nouveaux travailleurs ont aussi rejoint le mouvement. Dans au moins une des plantations, on comptait 100 % de grévistes.

Lundi 22 mai, les grévistes sont allés manifester à la Région pour faire entendre leurs revendications. Les tra-

Trump en Arabie saoudite : ventes d'armes et business avant tout

Visitant l'Arabie saoudite le week-end du 20 mai, Donald Trump a tenu à caresser cet allié des États-Unis dans le sens du poil, avant de se rendre chez un autre allié traditionnel : Israël.

Le roi d'Arabie saoudite lui en a été reconnaissant, signant des contrats pour une valeur de 380 milliards de dollars, dont 110 en ventes d'armes. Voilà de quoi satisfaire les grandes entreprises exportatrices américaines. Pour défendre leurs intérêts, Trump a su, le temps d'un week-end, modérer son langage pour ne pas froisser ce gros client.

Oubliées pour l'instant toutes les diatribes antimusulmans qui ont pourtant été un des axes de la déma-

gogie nationaliste de Trump pour être élu. À Ryad, Trump est allé parler de la lutte contre le terrorisme qui n'est autre selon lui que celle du bien contre le mal. Il se place dans la continuité des présidents américains Reagan et Bush fils qui professaient aussi en public cette vision du monde digne des livres pour enfants.

Pourtant le surarmement des États-Unis, puissance mondiale, et celui de l'Arabie saoudite, puissance locale, n'empêchent pas le terrorisme. Ils le nourrissent même, quand ils ne l'arment pas directement comme l'a récemment fait l'Arabie Saoudite avec Daech.

Mais la visite de Trump avait d'abord pour but de cultiver les rela-

tions avec l'Arabie saoudite. Et Trump n'a évidemment pas manqué l'occasion d'attaquer l'Iran en l'accusant de déstabiliser le Moyen-Orient et de soutenir le terrorisme. Autrement dit, les États « soutenant le terrorisme » sont définis comme tels selon qu'ils sont ou non de bons clients des États-Unis.

La tension au Moyen-Orient entre l'Iran et les États-Unis flanqués de leurs alliés saoudiens et israéliens n'est sans doute pas près de s'estomper. La fourniture d'armes américaines à l'Arabie saoudite ne peut que rajouter de l'huile sur un feu qui dévore déjà depuis trop longtemps les populations.

Israël-Palestine : soutien aux prisonniers palestiniens!

Depuis le 17 avril, des centaines de détenus palestiniens poursuivent une grève de la faim dans les prisons israéliennes.

Leur intention est, au minimum, d'alerter sur les conditions de détention des 6 500 Palestiniens incarcérés dans les geôles israéliennes, souvent situées loin de leurs villes de résidence. Ils réclament la possibilité de recevoir plus fréquemment leurs proches, d'avoir un suivi médical correct, d'étudier et de passer des examens, ainsi que l'interdiction des isolements, mauvais traitements, mesures

arbitraires contre les détenus et détentions administratives, cet enfermement sans charges définies ni procès dont 750 d'entre eux sont victimes.

N'absorbant que de l'eau et du sel, les grévistes étaient au 24 mai très affaiblis et leurs proches craignaient désormais pour leur santé, voire leur vie. Car l'administration pénitentiaire a accentué l'isolement total en faisant couper Internet et le téléphone cellulaire à plus de 7 kilomètres à la ronde, privant au passage les villages voisins de connexions. Le gouvernement, rejetant toute idée de négociation, a pré-

tendu en effet, par la voix du ministre de la Sécurité publique, qu'il « *s'agit de terroristes et d'assassins enfermés qui reçoivent ce qu'ils méritent* » et l'extrême droite de Bennett ou Lieberman a appelé à les traiter à la manière dont Thatcher traitait les prisonniers politiques de l'IRA : les laisser mourir.

Le traitement réservé aux détenus palestiniens, parmi lesquels des enfants maltraités dans le but de terroriser leurs parents, est l'une des plus odieuses facettes de la politique de Netanyahu.

Empire Bolloré : Vivendi, Havas, et surtout l'Afrique



Vivendi, maison mère entre autres de Canal+, Universal, iTélé, Daily motion, a lancé une opération de prise de contrôle de l'agence de publicité Havas, dont elle est cliente.

La particularité de cette fusion est que les deux sociétés, Vivendi et Havas, ont déjà depuis quelque temps le même actionnaire principal, Vincent Bolloré, dont la société finan-

cière devrait toucher dans cette opération 2,4 milliards d'euros en cash, financés par la trésorerie de Vivendi.

Si tout va bien pour Bolloré, la société fusionnée sera apportée sur un plateau au fils aîné Yannick Bolloré, déjà PDG de Havas et membre du conseil d'administration de Vivendi. En comparaison, Fillon, dans ses largesses, est du menu fretin !

Parmi les autres enfants de Bolloré, Cyrille, 31 ans, a commencé sa carrière dans les sociétés que la famille possède en Afrique, conseillé par Michel Roussin, ancien des services secrets qui fut ministre de la Coopération sous Chirac et reste aujourd'hui une incarnation de la Françafrique. Cyrille Bolloré préside depuis l'année dernière Bolloré Transport & Logistics, société pour laquelle travaillent 36 000 salariés dans le monde entier, en premier lieu en Afrique. Non seulement Bolloré y possède l'infrastructure de quinze ports, mais il a mis la main sur la logistique, c'est-à-dire l'acheminement des importations vers l'intérieur, et l'exportation des minéraux et des matières premières telles que le bois, le cacao, l'huile de palme, le caoutchouc. Une autre société contrôlée par Bolloré, Socfin, accapare des terres pour en faire notamment des plantations de palmiers à huile et d'hévéas.

Le pillage de l'Afrique, socle sur lequel repose la fortune des Bolloré, est moins médiatisé que leurs participations dans les médias et la publicité.

Grèce : grève contre les nouvelles attaques

Le 17 mai, des milliers de travailleurs grecs ont fait grève pour protester contre les dernières mesures d'austérité imposées par les créanciers – l'Union européenne, la Banque centrale européenne et le Fonds monétaire international (FMI) – et acceptées par le gouvernement.

Le gouvernement de Tsipras a signé cet accord en échange d'une tranche supplémentaire de crédit, qui servira essentiellement à rembourser son échéance de 7 milliards d'euros en juillet prochain. Il espère aussi l'ouverture de négociations sur l'allègement de la dette, mais la contrepartie, ce sont de nouvelles attaques, en particulier contre les retraités.

À partir de 2019, les pensions de retraite baisseront de 9 % en moyenne, et jusqu'à 18 %. Alors que la pension moyenne a déjà chuté de 40 % depuis 2010, 900 000 retraités qui touchent plus de 700 euros par mois

pourraient ainsi perdre un à deux mois de revenu. À partir de 2020, ou 2019 si le gouvernement n'atteint pas les objectifs fixés par les créanciers, le seuil d'imposition passera de 8 600 à 5 600 euros, ce qui rendra imposables les retraités et les travailleurs déjà parmi les plus pauvres. L'objectif est de récupérer 3,6 milliards d'euros pour obtenir de nouveaux prêts et, si le pays se montre bon élève, le gouvernement aura l'autorisation d'utiliser une somme du même ordre pour prendre des mesures contre la pauvreté.

Dans ce désastre, le gouvernement continue à faire miroiter un allègement de la dette pour relancer l'économie. Mais les créanciers ont répondu le 22 mai qu'il n'en était pas question ! Pendant toutes ces années, les gouvernements de droite, de gauche ou de gauche dite radicale ont toujours satisfait les exigences des financiers. Et tout un pays a été dra-

matiquement appauvri pour qu'une poignée de grandes banques puissent continuer à engranger leurs intérêts.



Élections législatives : 553 candidats de Lutte ouvrière



1ère circonscript[°]
Corinne
GASP
Conseillère de gestion

Paul TECHER
Postier à la retraite



2ème circonscript[°]
Christophe
VIGNE
Agent EDF

Linda PAYET
Informaticienne



3ème circonscript[°]
Catherine
M'COUEZOU
Aide soignante

Yves THEBAULT
Enseignant à la retraite



4ème circonscript[°]
Serge
LATCHOUMANIN
Technicien bâtiment

Mickaël HOAREAU
Informaticien



5ème circonscript[°]
Jean Yves
PAYET
Formateur

Esther HOAREAU
Conseiller agricole



6ème circonscript[°]
Jean Luc
PAYET
Enseignant

Didier Lombard
Retraité EDF

Pour les élections législatives des 11 et 18 juin, Lutte ouvrière présente 553 candidats : 539 dans les circonscriptions de métropole ; 6 à l'île de La Réunion ; et, avec Combat ouvrier, 4 en Martinique et 4 en Guadeloupe.

Ouvriers, employés, techniciens, enseignants, postiers, personnels hospitaliers, cheminots : tous les candidats de Lutte ouvrière, titulaires et suppléants, appartiennent au monde du travail. Ils se présentent pour en défendre les intérêts. Nathalie Arthaud est candidate dans la région parisienne.

Les électeurs qui ont voté pour elle à l'élection présidentielle pourront ainsi prolonger leur geste partout dans le pays. Celles et ceux qui, sans voter pour elle, s'étaient retrouvés dans sa campagne, pourront exprimer leur adhésion aux objectifs qu'elle a défendus : interdire les licenciements et

répartir le travail entre tous sans perte de salaire ; augmenter les salaires et les pensions ; contrôler les comptes des entreprises ; résERVER l'argent public aux services publics.

Le nouveau président s'apprete à attaquer le monde du travail. Il a nommé un gouvernement de combat pour démanteler le Code du travail à marche forcée. Il faut que, dans ces élections législatives, les travailleurs disent qu'ils refuseront cette politique patronale. Il faut aussi que s'exprime une opposition résolue à la démagogie anti-immigrés du Front national.

C'est le sens de la campagne de Lutte ouvrière. Voter pour nos candidats, ce sera pour les travailleurs affirmer clairement leur conscience d'avoir à se battre pour défendre leurs intérêts de classe. Ce sera ainsi une façon de se préparer aux indispensables luttes qu'il faudra mener.

PROCHAINES RENCONTRES AVEC LES MILITANTS DE LUTTE OUVRIÈRE :

MARCHÉ DE SAINT ANDRÉ
VENDREDI 2 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DES CAMÉLIAS
VENDREDI 2 JUIN de 8H30 à 10H00

MARCHÉ DE SAINT PIERRE
SAMEDI 3 JUIN de 9H00 à 10H30

SAMEDI 24 JUIN de 7H30 à 9H00
MARCHÉ DE SAINT BENOÎT

Pour nous contacter :
Ecrire à BP 184 97470 SAINT BENOÎT
e-mail : contact@lutte-ouvriere-ile-de-la-reunion.org

Impression spéciale Lutte ouvrière
Commission paritaire n° 1019C85576
Directeur de publication : Didier Lombard
Tirage : 100 exemplaires
ISSN : 2552-7282